

Une pointe pour tous

LE COLLECTIF DES DEUX RIVES

BP n° 1, 33123 , LE VERDON sur mer

www.medocpourtous.org

Note à l'attention de Monsieur Le Préfet de Région

Entrevue du 24 novembre 2007-11-2007

Nous vous remercions de bien vouloir recevoir notre délégation à l'issue de cette manifestation qui a rassemblé plus d'un millier de riverains de l'estuaire, médocains et charentais réunis pour la seconde fois en quelques mois contre l'implantation d'un terminal méthanier à la Pointe du médoc.

Notre collectif « Une Pointe pour tous » a été créé par une poignée d'habitants de la CDC « Pointe du médoc » en janvier 2006. Il comptait en septembre, début du débat public, 2300 adhérents. Nous sommes aujourd'hui plus de 3800 des deux rives de l'estuaire.

Cette mobilisation, sans précédent sur la région, est bien sûr l'illustration du rejet croissant de ce projet dont le débat public a permis de mettre en évidence aux yeux de tous l'incohérence et l'irresponsabilité, il est aussi signe d'une exaspération croissante des populations concernées face à l'arrogance des promoteurs, et de ses appuis, PAB mais aussi chambre de commerce de Bordeaux.

Le document que nous vous remettons aujourd'hui (cahier d'acteur de notre collectif), résume l'ensemble des arguments que nous avons défendus tout au long de ce débat public. Nous résumerons ici rapidement ici deux points qui nous semblent essentiels :

1/ Ce projet est incohérent :

- *par rapport au développement économique des deux rives (médoc et pays royannais), c'est une évidence qu'aucun argument n'est venu infirmer au cours des réunions du débat public, ce n'est pas les quelques emplois hypothétiques que pourrait créer localement le promoteur qui compenseront l'énorme manque à gagner touristique qu'il engendrerait avec le risque de pertes de centaines d'emplois concernés des deux côtés de la gironde*
- *par rapport aux politiques publiques (état et collectivités locales), menées depuis plusieurs dizaines d'années sur la zone , et axée sur une protection croissante de l'environnement et le développement d'un tourisme maîtrisé.*
- *par rapport enfin aux priorités nationales en terme de politique énergétique, récemment confortées par le Président de la république lors des conclusions du Grenelle de l'environnement*

2/Ce projet est irresponsable

Il constituerait en effet une triste première dans l'histoire des pays occidentaux : installer de telles installations SEVESO II à moins de 500 m des premières habitations, tolérer que l'étroit couloir d'entrée des énormes méthaniers se situe à 1 km d'une côte où plusieurs centaines de milliers de personnes séjournent en été serait en effet sans précédent. Partout dans le monde la tendance pour ce type d'installation est à l'éloignement des zones urbanisées, voir à la construction offshore (cf. terminal en cours de construction en adriatique).

Nous ne pouvons pour notre part concevoir que l'état, en dehors d'un impératif national majeur, qui n'est à aucun moment apparu dans ce débat, puisse engager sa responsabilité en acceptant la construction d'installations qui exposeraient les populations riveraines au risque, même minime, d'un accident catastrophique qui pourrait, vu la nature du produit, être plus meurtrier que celui d'AZF ?

C'est sur ces deux points Monsieur le Préfet que nous attendons une prise de position rapide de l'état et des ses représentants. Le débat public se termine, beaucoup d'argent a déjà été engagé et perdu par tous, certains indicateurs économiques locaux (vitalité des transactions immobilières, inquiétude croissante de la clientèle touristique) commencent à interpeller les entreprises et les opérateurs économiques des deux rives. Il ne faudrait pas que ce climat d'incertitude se prolonge (rappelons nous l'impact désastreux de quelques boulettes de mazout du « Prestige » sur toute une saison touristique..).

Nous sommes prêts pour notre part et en particulier les quelques centaines d'entreprises, de commerçants et d'artisans qui sont membres actifs de notre collectif, à participer, dès, que ce projet néfaste ne sera plus qu'un mauvais souvenir, aux côtés de nos élus, à toute réflexion quant à l'avenir économique de nos deux régions sur des filières d'avenir respectant les hommes et l'environnement exceptionnel de notre estuaire.